

Le premier ministre roumain mis en examen



Accusé de corruption, Victor Ponta a démissionné de la tête de son parti mais refuse de quitter son poste



Faux, blanchiment et complicité d'évasion fiscale : tels sont les chefs d'accusation formulés lundi 13 juillet contre le premier ministre socialiste roumain, Victor Ponta, par les procureurs du parquet national anticorruption (DNA), qui ont également annoncé la mise sous séquestre d'une partie de ses biens. Le chef du gouvernement roumain est également accusé de conflit d'intérêts dans l'exercice de ses fonctions. Pour l'instant, le Parlement, dominé par la gauche, s'est opposé à la levée de son immunité pour permettre la poursuite de l'enquête.

M. Ponta a refusé de répondre aux questions des procureurs en disant attendre les conclusions d'une expertise financière requise par la justice. Ainsi espère-t-il un peu de répit. " *Je reviendrai en août lorsque cette expertise sera prête* ", a-t-il déclaré aux journalistes massés devant le siège du DNA.

Maladresse

Malgré tout, ses heures à la tête du gouvernement roumain semblent comptées. Lundi 13 juillet, il a annoncé sur les réseaux sociaux sa démission de la tête du Parti social-démocrate (PSD), contournant ainsi les instances du parti. " *Il s'agit sans aucun doute d'une erreur* ", a affirmé le fondateur du PSD, Ion Iliescu, le tombeur du dictateur Nicolae Ceausescu en 1989. *Avant de faire ce geste, il aurait dû en discuter avec son équipe.* "

Vice-présidente du PSD, Ecaterina Andronescu ne mâche pas non plus ses mots pour dénoncer la maladresse du premier ministre. " *Quand on a une position aussi importante, on ne prend pas de décision sans penser à ceux qui vous ont donné leur vote* ", a-t-elle affirmé après l'annonce de la démission de son chef.

Le président du Parti national libéral (PNL), Klaus Iohannis, lui demande de démissionner depuis l'ouverture de l'enquête le 5 juin. " *Nous sommes au cœur d'une situation impossible pour la Roumanie avec un premier ministre soupçonné d'agissements criminels* ", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse.

Le pire qui pourrait arriver est une crise politique. " Mais le chef du gouvernement ne l'entend pas de cette oreille. " En aucun cas je ne peux accepter qu'un procureur soit au-dessus du Parlement, du gouvernement et des citoyens, lui a-t-il rétorqué sur sa page Facebook. J'ai été nommé à ce poste par le Parlement de la Roumanie, et lui seul peut me démettre. "

Chef du gouvernement depuis 2012, Victor Ponta était l'adversaire malheureux du libéral Klaus Iohannis, lors de la présidentielle de l'automne 2014.

Le nouveau président issu de la minorité allemande, assis sur une cote de confiance de 70 %, a construit sa popularité et ses succès électoraux sur la promesse de renforcer l'indépendance de la justice dans un pays qui souffre d'une corruption institutionnalisée.

Depuis l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne, en 2007, une poignée de jeunes procureurs formés à l'occidentale ont entamé une opération " mains propres " qui a secoué la vie politique roumaine. Ces trois dernières années, ce sont plus de 3 000 ministres, députés, sénateurs, maires et hauts fonctionnaires qui se sont retrouvés en prison. L'irruption d'une justice plus pugnace a de quoi inquiéter les puissants dans un pays où la corruption est monnaie courante depuis la chute du régime communiste il y a un quart de siècle. L'offensive des procureurs contre le premier ministre est le point-clé dans cette bataille visant à moderniser un des pays les plus pauvres de l'UE. " *M. Ponta ne fait qu'essayer de gagner du temps alors qu'il devrait démissionner* ", a déclaré le 12 juillet la jeune chef de file des libéraux, Alina Gorghiu.

Regard de Washington

La lutte contre la corruption des magistrats roumains est suivie en haut lieu à Bruxelles et à Washington. " *Nous avons un partenariat avec la Roumanie afin d'inciter les procureurs à enquêter sur ces dossiers*, a rappelé Victoria Nuland, secrétaire d'Etat adjointe américaine pour l'Europe à l'occasion d'un discours tenu en Croatie le 10 juillet. *La corruption est encore un problème dans cette partie du monde.* " Washington garde un œil ouvert sur la fragile démocratie roumaine qui devrait renforcer la stabilité en Europe de l'Est. Les dérapages du premier ministre roumain ne trouvent guère leur place dans une région déjà profondément déstabilisée par la crise ukrainienne.

Mirel Bran

© Le Monde

◀ **article précédent**
Le flou règne sur l'état...

article suivant ▶
Un an après la destruction en vol...